



Taux actuels de d'émaciation : 2.2% retard de croissance : 37.9% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 9.3%

Source: Gouvernement rwandais (DHS, 2014-15)

### Bons résultats

- Rwanda : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Rwanda : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Economic Development and Poverty Reduction Strategy) accorde une grande importance à la nutrition.
- Rwanda : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Rwanda : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014-2015.
- Rwanda : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 96% des enfants en 2015.
- Rwanda : 99% des femmes de 15 à 49 ans ont rêté vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014-2015.

### Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (7.5% des dépenses publiques en 2016) se rapprochent des engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Rwanda : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (6.2% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Rwanda : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (62.3% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Rwanda : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Le taux d'enregistrement des naissances (63.2% en 2010) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

| Dépenses publiques  | Résultat*                         | Année | Rang HRCI sur 45 |
|---|-----------------------------------|-------|------------------|
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>   | 7.5%                              | 2016  | 16e              |
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>        | 6.2%                              | 2015  | 22e              |
| <b>Politiques</b>   |                                   |       |                  |
| Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>                                     | Bon                               | 2016  | 2e ex aequo      |
| Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>            | Bon                               | 2013  | 4e ex aequo      |
| Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes                   | 63.2%                             | 2010  | 28e              |
| Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>                        | Moyen                             | 2016  | 2e ex aequo      |
| <b>Lois</b>   |                                   |       |                  |
| Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>         | Médiocre                          | 2016  | 30e ex aequo     |
| Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup> | Dans la loi, pas dans la pratique | 2014  | 4e ex aequo      |
| Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>                             | Dans la loi, pas dans la pratique | 2014  | 1er ex aequo     |
| La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)                  | Non                               | 2017  | 34e ex aequo     |

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

| Dépenses publiques   | Résultat*                         | Année     | Rang NCI sur 45 |
|--|-----------------------------------|-----------|-----------------|
| \$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)                  | Oui                               | 2017      | 1er ex aequo    |
| <b>Politiques</b>  |                                   |           |                 |
| Taux d'enfants supplémentés en vitamine A  | 96%                               | 2015      | 11er            |
| L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)                             | Oui                               | 2010      | 1er ex aequo    |
| Population ayant accès à une source d'eau améliorée                                  | 77.9%                             | 2015      | 25e             |
| Population ayant accès à un assainissement amélioré                                  | 62.3%                             | 2015      | 10e             |
| Visites médicales pour les femmes enceintes  | 99%                               | 2014-2015 | 3e              |
| Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup> | Grande                            | 2013-2018 | 15e             |
| Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)                      | Oui                               | 2017      | 1er ex aequo    |
| Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)               | Oui                               | 2017      | 1er ex aequo    |
| Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)                                  | Oui                               | 2017      | 1er ex aequo    |
| Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)                  | Oui                               | 2014-2015 | 1er ex aequo    |
| <b>Lois</b>  |                                   |           |                 |
| Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>                 | Faiblement consacre dans le droit | 2016      | 34e ex aequo    |

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel